gouvernement provincial défrayerait le coût des taxes municipales pendant quatre ans à l'égard des nouvelles habitations, pourvu qu'elles soient construites par des particuliers sur leur propre terrain.

C'est là un programme bien inoffensif. Je ne le critique pas. Je signale tout bonnement que l'un des dirigeants du parti libéral aux élections d'Ontario songe à cette question. Il affirme que le parti libéral mûrit certains projets à l'égard de l'habitation.

Il y a en outre le projet de loi que le premier ministre d'Ontario a présenté, dont l'un des articles est conçu à peu près dans les termes suivants:

Nous partagerons le fardeau avec les municipalités qui veulent tirer parti du programme fédéral de logements à loyer modique. En vertu des propositions, le gouvernement fédéral offre de construire des maisons à louer sur des terrains que fournirait et desservirait la municipalité. Le coût du terrain et des services qu'elle donnerait ne doit pas dépasser \$600 par maison. La municipalité recevra également, au lieu d'impôts, un montant souvent inférieur à celui qu'elle obtiendrait si elle évaluait et taxait la maison de la façon ordinaire. Bien que plusieurs municipalités aient exprimé le désir de tirer parti du programme, la charge financière qui leur est imposée en empêche bon nombre d'autres de s'en prévaloir. En vue d'alléger le fardeau, nous offrons d'acquitter la moitié du coût du terrain et des services jusqu'à concurrence de \$300 par maison, offre qui vise au plus 10,000 maisons, le maximum actuellement prévu. Nous renouvelons donc, en principe, la proposition que nous avons présentée au gouvernement fédéral en 1944 lorsque nous avons offert de verser la moitié de la mise de fonds requise pour les logements à loyer modique. Le coût du projet pourrait donc s'établir à 3 millions de dollars.

Voilà une nouvelle preuve qu'un gouvernement est prêt à collaborer avec les autorités fédérales en ce qui concerne les habitations à bas loyer. Récemment, un groupe de jeunes gens d'affaires du township d'York-Nord s'efforçaient de donner suite aux propositions que renferme le bref extrait cité. Bien renseignés en matière de logement, ils ont présenté un projet au conseil de leur quartier, ajoutant qu'ils savaient où obtenir le terrain voulu et qu'ils étaient prêts à construire immédiatement un grand nombre de maisons. Le canton d'York-Nord leur a répondu qu'il ne voulait pas de ces maisons, qu'elles lui coûteraient trop cher puisqu'il lui faudrait faire les frais d'une école et des services d'égout car, n'ayant pas d'usine de purification, il devrait faire appel à la ville de Toronto. Il leur a conseillé de soumettre leur proposition à cette dernière.

Il y a longtemps qu'on se renvoie ainsi la balle. Le sous-amendement que nous proposons cet après-midi vise à l'établissement de mesures pratiques, qu'on pourra mettre en

œuvre dans un avenir assez rapproché. Le fait est que les municipalités, quel que soit leur désir d'obtenir des logements, n'ont pas les moyens d'en construire. Elles doivent confier ce soin aux provinces, qui, à leur tour, sont obligées de solliciter l'aide et la direction du gouvernement fédéral. Le problème est simple et il pourrait être facilement résolu, si le ministre et ses services montraient la voie.

Le ministre a lui-même touché à tous ces points. Il y est revenu dans son exposé de l'autre jour. Nous en sommes encore à demander qu'on s'attaque résolument au problème dans un avenir immédiat, qu'on convoque une réunion et qu'on apporte une solution pratique aux ennuis qui pèsent sur les municipalités. Comme je le disais l'autre jour, quelque 79 municipalités au Canada ont négocié des contrats avec le ministère de la Reconstruction et des Approvisionnements en vue de construire 12,000 maisons d'anciens combattants, mais à la suite des négociations on ne s'est entendu que sur la construction d'environ 8,000 maisons. En d'autres termes, les municipalités n'ont pu entreprendre un programme de construction d'habitations.

Nous avons là un exemple de la situation qui règne dans tout le Canada. Les partis doivent s'entendre et élaborer un projet de construction de maisons à loyer modique. Notre parti n'est pas opposé à un programme comportant des immobilisations. Je sais fort bien que le ministre se propose d'adopter tôt ou tard, à cette fin, un régime d'immobilisations. Peu nous importe que l'aide accordée prenne la forme d'une diminution du loyer ou d'une contribution quelconque. Il n'en reste pas moins que les gouvernements aux autres paliers ne peuvent aller de l'avant sans recevoir des directives et de l'aide du gouvernement fédéral. L'amendement que j'ai proposé se lit ainsi qu'il suit:

Que le Gouvernement s'assure sans tarder la collaboration active des gouvernements provinciaux et municipaux pour l'établissement de services locaux du logement dans les municipalités où le besoin s'en fait sentir, en vue de fournir des logements à loyer modique aux anciens combattants incapables de payer les loyers rentables actuels, et aux fins de supprimer les taudis et d'assurer de nouveaux logements aux familles qui les habitent.

Cet amendement vise à aider les municipalités et les provinces à trouver une solution immédiate et pratique à ce problème.

M. J. E. MATTHEWS (Brandon): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai porté la parole hors de cette enceinte, je me suis donné du mal en plusieurs circonstances pour vanter le calibre des députés fédéraux sans tenir compte de leur affiliation politique. Je ne le regrette pas; mais je dois l'avouer, la partialité qui